

Fin de vingt ans de pouvoir de Ould Taya

Le bilan

"Jamais un coup d'Etat en Afrique n'a été aussi insensé", "la Mauritanie se porte bien sur tous les plans". C'est en ces termes que Ould Taya avait réagi, trois jours après la révolution de palais qui l'a enlevé du pouvoir. L'homme, qui a dirigé le pays pendant plus de 20 ans et que les Mauritaniens ont appris à connaître, croit dur

comme fer à ce qu'il avance. Comme coupé des réalités, l'ancien président est persuadé que tout va très bien dans le pays et n'admet pas qu'on lui dise le contraire. Certes de grands progrès ont été réalisés en deux décennies, mais l'essentiel n'a jamais été à l'ordre du jour de Ould Taya: la possibilité d'une alternance paci-

fique. Et c'est ce qui l'a perdu.

Bilan de deux décennies de pouvoir d'un homme difficilement qualifiable, qu'on dit à la fois nationaliste, moderniste, conservateur, impulsif, colérique, égocentrique, calculateur, tacticien, froid, etc.

Suite en page 5

Fin de vingt ans de pouvoir de Ould Taya

Le bilan

Suite de la Une

Lorsqu'il arriva au pouvoir le 12 décembre 1984, après cinq années de pouvoir dictatorial de Ould Haïdalla, Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, un jeune colonel à l'allure frêle qui a longtemps travaillé à l'ombre de son prédécesseur, dont il était le Premier ministre et le chef d'Etat-major, symbolisait l'espoir de tout un peuple, las de vivre sous la botte d'un homme qui a rempli les prisons et contraint à l'exil de nombreux mauritaniens. Les marches de soutien, surtout celle qui a suivi l'amnistie pour les prisonniers et les exilés, étaient réellement spontanées et exprimaient un véritable cri du cœur.

Le régime de Ould Taya connaîtra jusqu'en 1986 une période de grâce où tout lui réussissait. Mais à partir de cette date, les choses commencent à se gâter. Cette année-là, une trentaine de cadres négro-mauritaniens publient le manifeste du négro-mauritanien opprimé. C'est la première aérochère entre le pouvoir et cette communauté. Et elle ne sera ni la dernière, ni la plus meurtrière. Les meneurs du mouvement sont arrêtés, condamnés à des peines de prison et envoyés dans la tristement célèbre prison de Oualata, où certains d'entre eux trouveront la mort à cause des mauvais traitements, comme l'écrivain Tene Youssouf Guèye et l'ancien ministre Djigo Tafsiru.

En octobre 1987, des officiers négro-mauritaniens tentent, selon le comité militaire, un coup d'Etat qui sera déjoué quelques heures avant son déclenchement. Les trois meneurs seront exécutés, les autres iront en prison. C'est le début de l'escalade. Trois années après, un nouveau coup, imaginaire celui-là, est découvert. Ce sera l'occasion pour le régime d'opérer de véritables purges. Des centaines de négro-mauritaniens civils et militaires sont arrêtés, 500 d'entre eux ne sortiront pas vivants des geôles du pouvoir. Le divorce est consommé. En 1989, des événements éclatent au Sénégal et en Mauritanie. Les ressortissants des deux pays, qui ont vécu en totale communion depuis des siècles, sont pourchassés, tués, expulsés pour les plus chanceux. On est au bord de la guerre. Qui n'aura heureusement pas lieu. Le régime profitera de ces événements pour expulser vers le Sénégal et le Mali des milliers de Mauritaniens noirs qui servent, par la même occasion, dépossédés de tous leurs biens. Ils formeront des camps de réfugiés dans ces deux pays.

Longtemps, ces exécutions extrajudiciaires et ces déportations resteront (et restent encore) un boulet que le pouvoir de Ould Taya traînera jusqu'à sa chute. C'est le fameux passif humanitaire que le régime refusera toujours de reconnaître et dont ses opposants ont toujours demandé le règlement pour que cette douloureuse page de l'histoire du pays soit définitivement tournée. C'est d'ailleurs ce passif qui provoquera le soutien de la communauté négro-mauritanienne au candidat de l'opposition en 1992, Ahmed Ould Dakhil. Ce n'est

que quelques années après que Ould Taya réussira à faire une percée dans cette communauté. En utilisant différentes astuces et subterfuges.

De grands chantiers

En dehors de ce problème, Ould Taya est considéré par de nombreux mauritaniens comme "l'artisan de la démocratie". En 1991, mis au ban de la communauté internationale pour avoir soutenu l'Irak et face à la pression intérieure et extérieure, il amorça le lancement d'un "processus démocratique."

Les premières élections présidentielles pluralistes, les campagnes électorales et la presse indépendante furent des moments d'intense défolement. Après avoir vécu jusqu'à la sous une chape de plomb, le pays respire enfin. Ould Taya a senti la nécessité du changement et il a accompagné le mouvement pour ne pas être emporté comme au Mali voisin, où le président Moussa Traoré a été évincé par une junte militaire. A cette époque-là, jamais la Mauritanie n'a connu autant de libertés.

Ould Taya est considéré aussi par ses partisans comme "le bâtisseur de la Mauritanie moderne". Celui qui a développé les infrastructures (routes, barages, télécommunications, eau, électricité, aéroports) et lancé de grands chantiers comme la lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme, et les campagnes pour le livre et le savoir. Mais toutes ces idées ont été travesties et prostituées par ceux-là mêmes qui devaient les mettre en application. Toujours selon eux, c'est lui qui a réussi à rétablir les grands équilibres macro-économiques et c'est grâce à ses bonnes relations avec les bailleurs de fonds que près de 80% de la dette a été annulée. C'est enfin lui qui a ouvert le pays aux sociétés pétrolières et permis la découverte de l'or noir dont l'exploitation va booster le développement du pays dans les années à venir.

Clientélisme et gabegie

Ses détracteurs, eux, voient les choses différemment. Si Ould Taya a instauré une démocratie en 1991, c'est uniquement pour la mettre à son service. Son pouvoir a toujours été jugé et partie lors des consultations électorales. Les élections étaient toujours entachées de fraude et l'opposition n'avait aucun recours. Pire, après sa promulgation, la Constitution a été affublée d'un article 104 qui la vidait de toute sa substance.

Pour rester au pouvoir, Ould Taya usait de tous les moyens y compris ceux de l'Etat pour corrompre les chefs traditionnels, les chefs de tribus et de clans et laissait aux fonctionnaires toute latitude pour puiser dans les caisses de l'Etat en toute impunité. En 20 ans de pouvoir, la Mauritanie a été saignée à blanc par les hommes d'affaires et les fonctionnaires. Et à part deux ou trois cas, personne n'a été inquiété. Des ministres ou des directeurs qui se sont enrichis au vu et au su de tout le monde sont remerciés et parent profiter de

l'argent qu'ils ont amassé en toute impunité.

Sur un autre plan, les portes de l'Etat étaient fermées à tous ceux qui n'appartenaient pas au parti au pouvoir. Les fonctionnaires de l'opposition n'avaient droit à aucune promotion. C'est pourquoi cette dernière ne tarda pas à se vider de tout son électoral.

Le clientélisme, le népotisme, la gabegie, le détournement de deniers publics et la mauvaise gestion étaient devenus des pratiques courantes. Des marchés de gré à gré de plusieurs milliards d'ouguiyas sont attribués au grand jour. L'Etat était pillé à grande vitesse. Résultat: une petite minorité s'enrichissait et la grande majorité s'appauvissait de jour en jour. Une vraie fracture sociale que la lutte contre la pauvreté n'a même pas effleurée.

L'ancien président a aussi institutionnalisé la culture de la flagornerie. Dans les moyens d'information officiels ou lors de ses visites à l'intérieur du pays, Ould Taya recevait des allégeances et ses louanges étaient chantées par des artistes et des poètes dans des soirées organisées uniquement à cet effet. Comme si les Mauritaniens faisaient la course à celui qui tomberait le plus bas dans l'hypocrisie. Car Ould Taya avait

le don de manier la carotte et le bâton à merveille. Ceux qui étaient aux affaires pouvaient se servir et à ceux qui étaient en disgrâce, il laissait entrevoir l'espoir de leur retour en grâce. Mais tous devaient s'abaisser devant lui et lui faire comprendre qu'ils ne sont rien sans lui. Ould Taya entretenait le culte de la personnalité. Pour lui, il représentait la Mauritanie et il connaissait mieux que quiconque ce qui est bon ou mauvais pour elle. Il disait récemment aux habitants de l'Inchiri qu'il les connaissait mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes.

Impulsif et colérique, il n'admettait pas qu'on lui dise ce quelque chose ne va pas et il n'associait personne à sa prise de décision. C'est ce que l'opposition appelle l'exercice solitaire du pouvoir. Même après les différentes alertes, dont la plus chaude a été celle du 8 juin 2003, Ould Taya n'a pas changé d'un iota. Pour lui, ce ne fut qu'une secousse qui sera vite oubliée. Malgré tout, il n'accepta à aucun moment ce quelque chose n'allait pas bien et qu'il est temps de songer à une alternance pacifique. Car l'une des caractéristiques de Ould Taya est qu'il n'a jamais envisagé qu'il ait un successeur. Après moi, le déluge...

D'autre part, l'administration, la justice, la police et l'armée, gangrenées par la corruption, le laisser aller et le laxisme, restaient dangereusement le développement du pays. Et rien n'a jamais été fait pour les assainir. Pourtant tous les indicateurs étaient au rouge. Mais Ould Taya laissait faire. Les hommes qu'il a créés étaient aux commandes et ils ne lui faisaient parvenir que ce qu'il voulait entendre. Aucun signal ne l'a alerté qu'il fallait faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. Il voyait le danger partout: les islamistes, l'opposition, l'Armée et il concentrait ses efforts sur les moyens de s'en prémunir. Les opposants, islamistes ou non, étaient régulièrement jetés en prison et l'armée était verrouillée avec des hommes sûrs à sa tête. Un bataillon chargé spécialement de la sécurité présidentielle sera même créé et doté de tous les moyens pour assurer sa mission. Il déjouera la tentative de coup d'Etat du 8 juin 2003 mais jouera avec succès celle du 3 août 2005. Ce que Ould Taya n'avait pas prévu et qu'il a encore du mal à digérer, si l'on en juge par sa dernière déclaration sur la chaîne Al-Arabiya où il invite l'armée à rétablir "l'ordre naturel" en Mauritanie.

AHMED OULD CHEIKH

